

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG4/M/4

16 avril 1997

(97-1647)

Comité des accords commerciaux régionaux Huitième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE NORD-AMERICAIN

NOTE SUR LA REUNION DU 24 FEVRIER 1997¹

Président: S.E. M. Lode Willems (Belgique)

1. Le Comité des accords commerciaux régionaux a poursuivi son examen de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au titre du point B.IX de l'ordre du jour de sa huitième session. La réunion a porté sur les points suivants:

- A. Observations générales
- B. Investissement, services et questions connexes
- C. Marchandises
- D. Rapports des examens

A. Observations générales

2. Le Président a salué les progrès réalisés dans l'examen de l'ALENA. Des questions et des réponses avaient été échangées et les Parties à l'ALENA avaient fourni des renseignements complémentaires. La présente réunion était la quatrième phase de l'examen de l'ALENA. De grands progrès avaient été réalisés dans l'examen du volet marchandises de l'Accord mais l'examen devait se poursuivre pour ce qui était des services.

3. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il avait quelques questions préliminaires, de nature horizontale. D'abord, il a demandé s'il existait des données plus à jour sur l'évolution du commerce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ALENA. Plus particulièrement, était-il possible de mettre à jour les statistiques déjà fournies? Il a ensuite demandé s'il y avait eu des modifications dans le fonctionnement, la portée ou le champ d'application de l'ALENA. Il serait plus commode que les Parties à l'ALENA emploient la présentation type pour fournir ces renseignements.

4. La représentante du Canada, répondant au nom des Parties à l'ALENA, a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modifications de cette nature depuis que les renseignements avaient été fournis. Elle a ajouté que les renseignements fournis seraient mis à jour régulièrement, vu l'obligation de présenter un rapport tous les deux ans. Pour ce qui était des questions générales, toutes les Parties à l'ALENA participaient au processus d'examen des politiques commerciales. Certaines d'entre elles avaient récemment subi cet examen, dont les résultats seraient bientôt disponibles. Elle a fait remarquer que le processus d'examen de l'ALENA avait commencé bien avant que le Comité ne décide d'utiliser la présentation type et que son travail risquait d'être retardé si les Parties à l'ALENA devaient l'utiliser.

¹La réunion a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/518.

B. Investissement, services et questions connexes

5. Le représentant des Communautés européennes a attiré l'attention sur certains aspects des chapitres 6, 11, 12, 14 et 16 de l'ALENA qui, de l'avis de sa délégation, devaient être mentionnés dans le rapport du Comité sur l'examen de l'ALENA. Dans tous les cas, le cadre de référence était l'article V de l'AGCS. Un certain nombre de questions se posaient au sujet des secteurs visés par l'ALENA - notamment sur le nombre de secteurs, le volume des échanges et les modes de fourniture. Par exemple, le chapitre 6 contenait des dispositions en vertu desquelles le Mexique se réservait un certain nombre d'activités dans le domaine des hydrocarbures; de l'avis de sa délégation, cela pouvait constituer une réserve au mode 1, services transfrontières. Etant donné que l'Accord était fondé sur le principe de la liste négative, en théorie tous les secteurs et toutes les activités étaient couverts. Il convenait cependant de noter l'exclusion d'un certain nombre de services. Dans le domaine des transports, tous les transports aériens - réguliers ou à la demande, internationaux ou de cabotage - et la plupart des transports maritimes restaient hors du champ d'application de l'Accord; les transports routiers étaient couverts, mais d'importantes dispositions freinaient la libéralisation, notamment au Mexique. Les réserves faites dans les annexes ne précisaient pas suffisamment les possibilités de réduction des restrictions et, dans la plupart des cas, leur durée était indéterminée. Pour ce qui était des réserves et des exceptions énumérées dans les listes et les annexes, l'exemption des mesures prises par les autorités locales dans les chapitres sur l'investissement et les services transfrontières laissait planer des incertitudes. Le volume des échanges réalisés par les autorités locales et la compétence de celles-ci en matière de réglementation de ces échanges pouvaient affecter les droits des investisseurs des Communautés. Les restrictions quantitatives étaient dans une grande mesure exclues du champ de l'Accord mais des négociations étaient prévues et certains engagements de libéralisation avaient été pris.

6. Le représentant des Communautés européennes a fait un autre commentaire sur les chapitres relatifs à l'investissement et au commerce transfrontières des services. La manière dont les articles sur le refus d'accorder des avantages traitaient les investisseurs et les investissements des pays non Parties à l'ALENA suscitait des incertitudes et posait des problèmes de fond. Les investisseurs des Communautés contrôlant des entreprises constituées dans les pays Parties à l'ALENA pouvaient s'en trouver affectés. Le critère de l'ALENA "d'activité commerciale importante en dehors de leur lieu de constitution en société" pouvait poser deux sortes de problèmes: leurs activités risquaient de ne pas pouvoir bénéficier des avantages de la zone de libre-échange de l'ALENA et il pouvait y avoir un traitement discriminatoire des entreprises des Communautés. La plupart des activités culturelles étaient exclues. L'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada avait été incorporé dans l'ALENA et la télévision par câbles et les autres services de radiodiffusion restaient pour l'essentiel exclus. Il fallait aussi mentionner que la plupart des activités de télécommunication de base n'étaient pas couvertes. Cela voulait-il dire que les dispositions de l'AGCS qui devaient entrer en vigueur en janvier 1998 seraient incorporées dans l'ALENA ou qu'elles seraient seulement appliquées par les Parties dans le cadre de l'OMC? La délégation des CE souhaitait aussi faire remarquer que l'Accord n'avait pas de disciplines pour les subventions, ce qui aurait des répercussions sur le fonctionnement de toute zone de libre-échange. Il ne comportait pas non plus de mécanisme d'échange d'informations qui pouvait aider à progresser, comme dans le cas de l'AGCS.

7. Le représentant des Communautés européennes a ajouté que le champ d'application des services professionnels était vaste mais la couverture limitée; cela voulait dire qu'il y avait encore beaucoup à faire et que la majorité des restrictions existantes ne serait éliminée que plus tard. Cette observation concernait la couverture sectorielle. Pour les modes de fourniture, sa délégation avait vérifié les réponses des Parties et pour le chapitre 11 concernant la présence commerciale, le chapitre 12 concernant les modes 1 et 2, et le chapitre 16 concernant le mode 4 la couverture était complète. Pour le traitement national, l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination et les conditions de concurrence, l'ALENA comprenait une très forte obligation de statu quo entre les Parties, qui était conforme aux

dispositions de statu quo et de démantèlement de l'article V:1 b) de l'AGCS. Cependant, l'Accord était limité par l'exemption de certaines mesures fédérales ou infafédérales, et on se demandait si ces mesures allaient être prorogées ou modifiées. Il existait un ferme engagement de démantèlement dans l'annexe 5, qui programait un grand nombre de négociations et qui prévoyait aussi l'élimination progressive des régimes d'autorisation des prises de participation et des restrictions en la matière. Dans le domaine des licences et des qualifications professionnelles, la couverture était importante mais la reconnaissance entre les Parties n'était pas automatiquement accordée dans le cas des pays tiers. La question du niveau global des obstacles semblait poser moins de problèmes. Ce qui inquiétait le plus la délégation des CE était l'effet que la clause de refus d'accorder des avantages pouvait avoir sur les entreprises des Communautés, étant donné que des obligations de traitement national conditionnel les affecteraient certainement. Ces mesures ne semblaient pas encore avoir été appliquées et il n'était pas sûr que leur impact serait important. Les réponses ne jetaient guère de lumière sur la notion d'activités commerciales importantes. D'une manière générale, l'Accord contenait des dispositions fortes sur la transparence, la confidentialité, les monopoles et les pratiques commerciales restrictives, qui allaient au-delà de celles de l'AGCS même si celles portant sur la concurrence étaient exclues du processus de règlement des différends. Dans les domaines des marchés publics et de la fiscalité, les dispositions de l'ALENA allaient aussi au-delà de celles de l'AGCS. Les Parties avaient-elles des commentaires sur les incidences sur les règles de l'AGCS auxquelles ces observations renvoyaient?

8. Le représentant du Mexique, parlant au nom des Parties à l'ALENA, a dit que sa délégation était d'avis que, s'agissant de la couverture sectorielle, très peu de secteurs n'étaient pas couverts et il y avait libéralisation dans la plupart des cas. Certains secteurs, comme celui des hydrocarbures, faisaient l'objet de réserves, qui concernaient surtout les investissements au Mexique. Mais cela relevait du commerce des marchandises plutôt que des services et n'entraînait donc pas dans le cadre de l'AGCS. Pour les transports aériens, les Parties à l'ALENA avaient suivi exactement les dispositions de l'AGCS du fait de difficultés qu'elles n'avaient pas pu résoudre alors que les négociations de l'AGCS se poursuivaient. Il convenait de se souvenir que l'ALENA et l'AGCS avaient été négociés en même temps et donc que d'importants éléments des négociations de l'AGCS s'étaient retrouvés dans celles de l'ALENA. Dans le domaine des transports maritimes, certains éléments étaient exclus alors que d'autres avaient été libéralisés. Ce qui importait était la consolidation de la libéralisation par le biais de la clause de "cliquet". Dans le domaine des transports routiers, il y avait eu au début de nombreux problèmes que la Communauté avait aussi rencontrés, mais il y avait eu une grande ouverture par la suite. Il ne fallait pas oublier que l'ALENA comprenait un article général qui permettait aux Parties de continuer à négocier et à libéraliser. En bref, il restait des réserves dans le domaine des transports routiers, mais la libéralisation avait été considérable. Cela était particulièrement vrai pour le Mexique où ce secteur, qui était complètement fermé dans le passé, était maintenant ouvert. Les restrictions quantitatives étaient exclues de l'Accord ou plutôt elles faisaient l'objet de négociations, ce qui entraînait une libéralisation dans l'esprit de ce que l'AGCS nommait les "engagements additionnels". L'annexe 6 donnait toute une liste d'accords additionnels qui permettraient d'éliminer progressivement les restrictions. Dans de nombreux cas celles-ci n'avaient d'ailleurs que peu d'importance: elles existaient dans les textes mais leur impact était minime. Le refus d'accorder des avantages n'était pas aussi compliqué qu'il le semblait: la charge de la preuve n'incombait pas à ceux qui fournissaient des services de transport, ni à ceux qui s'établissaient dans les autres pays de l'ALENA, mais à l'importateur.

9. Le représentant du Mexique en est ensuite venu à la clause de refus d'accorder des avantages et à ses effets sur les autres Membres de l'OMC. En fait, alors que l'ALENA était en vigueur depuis trois ans, cette clause n'avait jamais été invoquée et elle ne le serait probablement jamais en raison des difficultés de son application. Les industries culturelles n'étaient pas exclues; de fait beaucoup d'entre elles étaient incluses. La diffusion de programmes radiophoniques était en partie exclue. La télévision par câbles était un autre domaine d'exclusion partielle mais la libéralisation avait commencé. Au Mexique, par exemple, le secteur de la télévision par câbles était autrefois entièrement

fermé alors que l'investissement étranger y était maintenant autorisé. Les télécommunications de base étaient exclues car il était extrêmement difficile de négocier dans ce domaine, comme l'avaient montré les deux dernières années de négociation de l'AGCS. Les trois Parties à l'ALENA poursuivaient leurs entretiens et avaient entamé le processus de libéralisation. Elles n'avaient pas encore décidé ce qu'elles entendaient faire de ce secteur dans le cadre de l'ALENA, mais les négociations allaient se poursuivre. S'agissant de ce qui avait été fait récemment au sein de l'OMC, il était trop tôt pour dire ce qui allait arriver. Les Parties s'étaient également penchées sur la question de l'exclusion des subventions pendant la négociation de l'ALENA. La question des subventions était extrêmement complexe, comme le savaient les Membres de l'OMC qui continuaient à débattre des obligations dans le cadre de l'AGCS. Les Parties à l'ALENA avaient commencé à l'examiner après le commencement des négociations de l'AGCS et elles avaient terminé avant la conclusion de l'AGCS. Elles continuaient à se demander ce qu'il convenait de faire en matière de subventions et il était possible qu'elles reviennent sur la question plus tard au vu des résultats obtenus à l'OMC. Il importait de se souvenir que, dans le cas de l'ALENA, le Comité examinait un accord de libre-échange et non un marché commun. Le champ d'application était très large dans le domaine des services professionnels et il couvrait tous les modes de fourniture. L'ALENA permettait aussi l'envoi de marchandises dans d'autres pays en "exportation temporaire avec réimportation", ce qui constituait une sorte de substitut du mouvement transfrontières des consommateurs et contribuait à l'élimination des discriminations. Presque tous les domaines de discrimination restants faisaient l'objet de négociations entre les membres de l'ALENA. L'Accord ne contenait pas de dispositions pour le démantèlement des mesures fédérales et locales, mais il importait de faire une distinction entre les deux: normalement, les mesures locales faisaient partie des mesures fédérales, exception faite des mesures municipales. Dans ce cas, les Parties avaient un engagement de statu quo mais elles avaient aussi adopté la clause de "cliquet" qui, avec les libéralisations unilatérales et les libéralisations négociées, permettrait d'éliminer progressivement les obstacles au commerce.

10. La représentante du Canada a ajouté que les industries culturelles avaient été libéralisées dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis.

11. Le représentant du Japon a remercié la délégation des Communautés d'avoir posé tout un éventail de questions. Sa délégation avait des inquiétudes sur la couverture sectorielle, le refus d'accorder des avantages et les règles infrafédérales. En matière de couverture sectorielle, les explications des Parties semblaient dissocier la question du champ d'application de celle des réserves. Il était certes vrai que le champ d'application de l'ALENA était complet (à l'exception de quelques secteurs comme l'aviation civile et la santé), mais plusieurs réserves importantes existaient. Le champ d'application avait beau être relativement complet, si les secteurs faisant l'objet de réserves représentaient une partie importante du total et si le calendrier d'élimination de ces réserves n'était pas spécifié, celles-ci pouvaient avoir le même effet qu'une exclusion. Sa délégation croyait comprendre que l'article V de l'AGCS prévoyait une période de transition. Celle-ci n'était pas précisée mais tout le monde s'accordait à penser qu'elle durerait environ cinq ans, jusqu'au prochain cycle de négociations. Les Parties à l'ALENA venaient de dire qu'elles n'avaient pas encore décidé comment l'Accord traiterait les télécommunications, même après l'achèvement des négociations de l'OMC. Etaient-elles prêtes à lever leurs réserves dans des délais raisonnables? Dans la négative, le Comité serait dans l'obligation d'examiner les statistiques des secteurs faisant l'objet de réserves pour évaluer la couverture sectorielle de l'ALENA.

12. Le représentant de la Suisse a dit qu'il n'était pas possible d'évaluer l'importance de la couverture sectorielle, faute de données statistiques. Cette question se posait à propos des chapitres 11, 12 et 14. Dans le chapitre 11 (investissement), il était difficile de comprendre le système complexe des exceptions. Par exemple, à l'article 1108, la portée des mesures non conformes subsistant au niveau local et leur impact sur le commerce entre les Parties n'étaient pas clairs. La notification de ces mesures n'était pas obligatoire et elles pouvaient être maintenues indéfiniment. Des problèmes

semblables se posaient dans le chapitre 14 (services financiers). Les Parties à l'ALENA disaient ne pas être en mesure de fournir des données mais elles n'en prétendaient pas moins que l'impact de ces mesures sur le commerce était négligeable. Cette déclaration n'offrait pas des garanties suffisantes pour les Membres: ils avaient besoin de données et de renseignements complémentaires. Les dispositions sur le commerce transfrontières excluaient du processus de libéralisation des secteurs aussi importants que les télécommunications de base et les services de transport aérien et maritime. Dans leur réponse à la question 49 du document WT/REG4/1/Add.2, les Parties semblaient dire que les prescriptions de l'article V de l'AGCS concernant la couverture d'un nombre substantiel de secteurs dans une zone d'intégration étaient indépendantes de la couverture sectorielle de l'AGCS. La délégation suisse était d'avis que le niveau d'intégration dans une zone d'intégration devait être plus élevé que celui résultant d'un accord multilatéral.

13. Le représentant de la Suisse a continué en faisant remarquer que l'article 1206 contenait d'autres ambiguïtés. Par exemple, on ne voyait pas clairement quelle était la portée de l'exemption des mesures non conformes restant au niveau local, ni quel était leur impact sur le commerce entre les Parties à l'ALENA. En outre, l'article concerné ne contenait pas de prescription de notification, et les mesures pouvaient être maintenues pendant une durée illimitée. Dans les réponses aux questions 32, 35, 36, 37 et 38, les Parties à l'ALENA disaient ne pas être en mesure de fournir au Comité des données et des informations suffisantes à ce sujet, mais dans le document WT/REG4/4/Rev.1 elles avaient pu fournir des renseignements sur les mesures non conformes au niveau étatique. Le chapitre 14 prévoyait une légère libéralisation ou le statu quo. Le Mexique n'ouvrait son marché qu'à petits pas. En matière de discrimination à l'égard des pays tiers, le Comité n'était pas en mesure de déterminer si les prescriptions des paragraphes 4 et 6 de l'article V de l'AGCS étaient respectées, faute de renseignements statistiques. Dans le chapitre 11, l'article 1113 indiquait trois cas dans lesquels les mesures de libéralisation ne devaient pas s'appliquer: en cas de sanctions économiques, lorsque les pays n'entretenaient pas de relations diplomatiques et lorsque l'entreprise n'avait aucune activité commerciale importante. Il était libellé comme suit: "Une Partie pourra refuser d'accorder les avantages du présent chapitre à un investisseur d'une autre Partie qui est une entreprise de cette autre Partie et aux investissements de cet investisseur, si des investisseurs d'un pays tiers possèdent ou contrôlent l'entreprise et que celle-ci ne mène aucune activité commerciale importante sur le territoire de la Partie où elle est légalement constituée ou organisée." De l'avis de sa délégation, cette clause n'était pas compatible avec l'article V:6 de l'AGCS. Le même problème se posait dans le chapitre 12 (commerce transfrontières des services). Dans le chapitre 14, la discrimination à l'égard des investisseurs étrangers sur les marchés mexicain ou canadien dans le domaine des succursales indirectes ne semblait pas non plus compatible avec l'article V:6 de l'AGCS. Compte tenu de tous ces facteurs, il n'était pas encore possible d'évaluer la compatibilité avec l'article V de l'AGCS.

14. Le représentant du Mexique a rappelé qu'il y a dix ans, dans le cadre du GATT, les délégations avaient discuté des statistiques des services. Il avait été décidé qu'elles devaient évoluer avec le temps. A l'époque, les délégations avaient traîné les pieds pour éviter d'arriver à une conclusion sur les services. Peu de progrès avaient été réalisés depuis. Il était donc surprenant que les délégations invoquent maintenant le manque de statistiques pour déclarer que les Parties à l'ALENA n'avaient pas suffisamment avancé en matière de couverture sectorielle et d'élimination des discriminations. Les Parties pouvaient fournir des statistiques dans la même mesure que les autres Membres. D'autre part, il existait une grande différence entre l'exclusion de secteurs et les réserves. Les Parties n'avaient pas inclus les télécommunications dans leur Accord à cause des difficultés posées par l'ouverture d'un secteur que d'autres pays ne voulaient pas ouvrir. Elles ne voyaient maintenant plus aucune objection à l'y inclure mais il était trop tôt, une semaine après la conclusion de négociations qui avaient été longues et ardues, pour déterminer comment l'ALENA allait traiter ce secteur. L'ALENA incluait aussi d'importantes réserves dans le secteur des transports maritimes, mais là encore il s'agissait d'un domaine où les négociations étaient difficiles. Les trois Parties souhaitaient et entendaient libéraliser ce secteur dans le cadre de l'ALENA. Pour ce qui était de la discrimination à l'égard des pays tiers,

l'intervenant a rappelé au Comité qu'il examinait une zone d'intégration. L'article V disait qu'il ne fallait pas établir de nouveaux obstacles qui viendraient s'ajouter à ceux existant déjà dans une zone d'intégration économique lors de la création de cette zone. Les Parties à l'ALENA n'avaient pas créé de nouveaux obstacles, bien au contraire. Même dans le secteur des services financiers, dans lequel on avait évoqué la nécessité d'admettre des succursales ou des filiales, il y avait ouverture d'un marché qui auparavant était fermé. La clause de refus d'accorder des avantages n'était invoquée qu'en l'absence de présence commerciale importante, et le pays importateur devait démontrer cette absence, ce qui était difficile. Il était facile de prouver l'absence de relations diplomatiques et c'était un point que les Parties avaient décidé d'inclure dans l'Accord. L'article V exigeait la couverture d'un nombre substantiel de secteurs, et une note précisait: "Cette condition s'entend du point de vue du nombre de secteurs, du volume des échanges affectés et des modes de fourniture. Pour y satisfaire, les accords ne devraient pas prévoir l'exclusion *a priori* d'un mode de fourniture quel qu'il soit." Outre la couverture d'un nombre substantiel de secteurs, l'Accord devait aussi "prévo[r] l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination au sens de l'article XVII, entre deux parties ou plus, dans les secteurs visés à l'alinéa a), par: i) l'élimination des mesures discriminatoires existantes, *et/ou* ii) l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires, soit à l'entrée en vigueur dudit accord, soit sur la base d'un calendrier raisonnable, sauf pour les mesures autorisées au titre des articles XI, XII, XIV et XIVbis". Il existait un calendrier de libéralisation pour nombre des réserves prévues dans le cadre de l'ALENA. Ce n'était pas parce que la délégation suisse disait qu'elle ne pouvait pas déterminer si l'ALENA couvrait tous ces éléments que l'ALENA ne les couvrait pas.

15. La représentante du Canada a ajouté que pour ce qui était des succursales étrangères, un nouveau régime avait été annoncé le 14 février 1997, qui permettait aux banques étrangères d'ouvrir directement des succursales au Canada. Son gouvernement allait élaborer un projet de loi d'application de cette décision plus tard dans l'année.

16. Le représentant des Communautés européennes a demandé des éclaircissements sur une réponse des Parties à une question posée par le représentant de la Suisse. La réponse parlait d'une "activité commerciale importante", expression utilisée dans l'article 1113 de l'ALENA, ce qui ne semblait pas correspondre à la question qui portait sur l'article V:6, lequel parlait d'opérations commerciales "substantielles" (substantive) et non "importantes" (substantial). La délégation des Communautés voulait connaître le point de vue des Parties sur les réserves, les exclusions et les calendriers. L'intervenant comprenait la remarque portant sur l'alinéa 1 a) et la note de l'article V, mais le sens de l'adjectif "substantiel", utilisé à l'article V:1 b), semblait différent de celui de l'adjectif "important". Comment les Parties interprétaient-elles cette différence? Elles semblaient donner une grande importance à la formule "et/ou". Pouvaient-elles indiquer comment elles l'interprétaient? Puisque c'était la première fois que le Comité examinait cet article, l'intervenant se concentrait sur les questions d'interprétation.

17. Répondant au commentaire sur la différence sémantique, le représentant du Mexique a dit qu'en espagnol les deux termes se traduisaient de la même manière mais qu'ils avaient peut-être des connotations différentes en anglais. Dans l'article 1113 (refus d'accorder des avantages), l'élément fondamental était l'existence (ou non) d'une activité commerciale importante/substantielle dans le pays concerné; la charge de la preuve incombait au pays importateur. Cela ne voulait pas dire qu'il existait une discrimination à l'égard des pays tiers. Par exemple, dans le domaine des services professionnels, un étranger vivant au Mexique et diplômé d'un pays tiers ne pouvait bénéficier des dispositions de reconnaissance réciproque des qualifications ou des diplômes. Ce genre de chose n'était pas propre à l'ALENA et existait dans d'autres accords régionaux, dont celui des Communautés. Pour ce qui était du calendrier mentionné à l'article V:1 b) de l'AGCS, il existait un calendrier d'élimination des réserves dans plusieurs secteurs, et de fait, de nombreuses réserves avaient déjà été levées. Dans les télécommunications, les services à valeur ajoutée étaient autrefois un marché fermé où seuls les exploitants nationaux pouvaient opérer. Il avait existé des réserves, mais le secteur se

libérialisait. S'agissant de l'élimination des mesures existantes ou de l'interdiction d'en imposer de nouvelles, les Parties en éliminaient la grande majorité, allant au-delà de ce qu'il leur était demandé. Comme il avait été dit plusieurs fois, l'Accord contenait une clause de "cliquet". S'il y avait une ouverture dans un secteur donné, cette ouverture devenait permanente. Par exemple, le Mexique avait récemment libéralisé le secteur des transports maritimes et cette libéralisation était devenue permanente.

18. Le représentant des Etats-Unis a dit que, pour satisfaire les prescriptions de l'article V:1 de l'AGCS, les mesures de libéralisation allaient dans le sens d'une couverture sectorielle. Quand on essayait de mesurer la libéralisation, il fallait se souvenir que les concepts de couverture substantielle et d'absence pour l'essentiel de discrimination étaient subjectifs. Comme on l'avait déjà dit, il n'existait pas à l'heure actuelle de statistiques fiables sur les services et il fallait donc se fonder sur des jugements subjectifs pour déterminer si les critères étaient remplis. L'article V:2 de l'AGCS disait qu'il pouvait être tenu compte de la libéralisation globale des services concernés, compte tenu de ce qui s'était passé par exemple dans les secteurs des télécommunications de base et des transports maritimes et aériens. Une telle évaluation demandait que l'on regarde la somme des parties - il n'y avait pas de données objectives permettant d'arriver à des conclusions. Il existait des réserves et la question était de savoir si les critères de l'article V:1 étaient respectés. Le Comité ne devait pas attendre d'avoir davantage de données chiffrées; il devait formuler des conclusions subjectives en se fondant sur les éléments de l'article V.

19. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il trouvait quelque peu erronée l'interprétation des paragraphes 1 et 2 de l'article V. Plutôt que de comprendre l'expression "et/ou" comme donnant un choix, il importait de prendre le paragraphe dans son ensemble. La référence à l'article XVII indiquait le résultat visé: l'élimination ou l'absence pour l'essentiel de toute discrimination au sens du traitement national. Il était obligatoire d'interpréter cette expression au sens de l'article XVII dans ce contexte: l'article V de l'AGCS ne pouvait pas être interprété comme une simple disposition de statu quo sans référence à l'article XVII. Pour arriver à "l'absence ou l'élimination" il fallait à la fois éliminer les mesures discriminatoires là où elles existaient et s'engager à ne pas en instituer là où elles n'existaient pas. Les alinéas i) et ii) constituaient donc des options dont l'une ou l'autre était appropriée en fonction de la situation dans le secteur envisagé et non une alternative entre les membres de laquelle les parties à un accord pouvaient choisir librement. S'il n'y avait pas de mesures discriminatoires au sens de l'article XVII, l'alinéa ii) s'appliquait: "interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires"; s'il existait des mesures discriminatoires qui devaient être éliminées, l'alinéa i) devenait le seul choix possible, "élimination des mesures discriminatoires existantes" visant un nombre substantiel de secteurs. La question de la différence entre les restrictions et les exclusions revenait donc sur le tapis car elle impliquait le choix de l'alinéa i) lorsqu'il y avait discrimination. Dans cette optique, la question soulevée par la délégation japonaise restait posée. Le Comité devait se montrer ambitieux dans son interprétation de l'article V. Il devait être aussi précis que possible, même si un certain degré de subjectivité était inévitable.

20. Le représentant du Mexique a déclaré qu'il n'avait pas voulu suggérer que les Parties à l'ALENA essayaient d'inclure le statu quo dans l'accord de libre-échange. Sa délégation avait parlé de l'élimination des mesures discriminatoires existantes et de l'interdiction de nouvelles mesures ou de mesures plus discriminatoires. Dans l'AGCS, on avait employé la méthode de la "liste négative", qui n'était pas celle adoptée dans l'ALENA. Les Parties avaient l'annexe 2, qui constituait en fait une exclusion, et l'annexe 1, qui contenait des réserves susceptibles d'être levées et assujetties à la clause de "cliquet". L'Accord était un instrument vivant: il ne constituait pas le stade ultime du processus de négociations mais un organisme dont tous les éléments évoluaient vers une plus grande libéralisation. La CE elle aussi avait évolué de cette manière. L'important était que cet instrument réponde à toutes les prescriptions de l'article V. Il était conforme à la clause de couverture "substantielle", qui dépendait du nombre de secteurs libéralisés - secteurs comportant des réserves,

avec un processus de libéralisation et un calendrier, et secteurs sans réserves. Cela dépendait aussi du volume du commerce concerné, et à cet égard la condition était remplie, même si l'on ne disposait pas encore de statistiques. Si l'on tenait compte de tous les secteurs inclus, il était évident que l'Accord couvrait tout le volume du commerce affecté et tous les moyens de fournir ces services. Les Parties avaient éliminé un grand nombre de mesures discriminatoires et interdit l'introduction de nouvelles mesures. Il s'agissait du traitement national, de l'article XVII. Les Parties à l'ALENA étaient allées plus loin que ce que l'on trouvait dans les divers domaines de l'AGCS.

21. Le représentant des Etats-Unis a voulu revenir sur l'interprétation de l'article V:1. L'interprétation de l'expression "et/ou" proposée par la CE était intéressante mais elle ne semblait pas validée par le texte. Elle semblait impliquer une obligation pour tous les Membres signant un accord régional de services d'éliminer les mesures discriminatoires existantes et d'interdire toute nouvelle mesure discriminatoire. Cela éliminait le "ou" de l'expression "et/ou". L'interprétation de la CE semblait exclure l'idée d'alternative contenue dans le paragraphe, c'est-à-dire la possibilité que les Parties à un tel accord aient un choix. Mais c'était pourtant ce que le texte semblait offrir: l'élimination des mesures discriminatoires existantes ou le recours au statu quo. En d'autres termes, plutôt que d'éliminer une mesure existante, une partie pouvait éliminer la possibilité de rendre plus discriminatoires les mesures existantes ou d'en prendre de nouvelles. Cela semblait être la meilleure interprétation du texte parce qu'elle donnait un sens à chaque mot, y compris à l'expression "et/ou". De toute évidence, l'interprétation du texte était importante pour le travail d'approche du Comité dans le domaine des services.

22. Le représentant des Communautés européennes a dit que la délégation américaine proposait une lecture différente, où l'expression "et/ou" laissait un choix, mais qui n'était pas validée par le texte. L'alinéa b) précisait ce qu'il fallait réaliser et se terminait par le mot "par", signifiant que les sous-alinéas i) et ii) indiquaient les moyens d'atteindre l'objectif visé. Si l'objectif visé était l'absence ou l'élimination de toute discrimination, il était possible de l'atteindre par le biais du sous-alinéa i) ou ii). Si l'absence était le point de départ - c'est-à-dire si la discrimination au sens de l'article XVII était déjà absente - le sous-alinéa ii) était la seule option possible parce que le sous-alinéa i) était sans objet: on ne pouvait pas éliminer des mesures qui n'existent pas. De l'autre côté, s'il existait une discrimination au sens de l'article XVII, le résultat attendu - l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination au sens de l'article XVII - ne pouvait être atteint que dans le cadre des dispositions du sous-alinéa i). La simple interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires ne permet pas d'éliminer la discrimination existante. Prise dans son ensemble, l'expression "et/ou" signifiait simplement "selon le cas" pour le secteur concerné.

23. Le représentant du Mexique pensait que les délégations parlaient de la même chose - que les négociations devaient déboucher sur le respect des dispositions de l'article XVII dans un nombre substantiel de secteurs. Pour l'essentiel, l'ALENA couvrait tous les secteurs; et dans tous les secteurs couverts, il n'y avait aucune discrimination dans aucun des trois pays. Le nombre des secteurs exclus était minime - deux, trois ou quatre, dont certains étaient aussi exclus de l'AGCS du fait de la difficulté des négociations. (Par exemple, le secteur des transports aériens était un domaine dans lequel tous les acteurs avaient des difficultés.) Les Parties étaient donc fidèles à l'esprit de l'article V. Aucune nouvelle restriction n'avait été prise contre les Membres de l'OMC, au contraire, ceux-ci avaient fortement bénéficié de ce qui avait été négocié dans l'ALENA. Les entreprises étrangères pouvaient maintenant pénétrer sur le marché mexicain par le Canada ou les Etats-Unis alors que cette possibilité n'existait pas auparavant.

24. Le représentant des Communautés européennes est revenu sur les problèmes d'interprétation déjà évoqués. Sans se prononcer sur la question du refus d'accorder des avantages et des objections, il a soutenu que le terme "important" (substantial) faisait allusion à la portée de la couverture alors

que le terme "substantiel" (substantive) renvoyait plus à sa nature ou à sa définition. On pouvait dire que le terme "important" renvoyait à la portée horizontale de la couverture - tous les domaines importants de l'accord - alors que le terme "substantiel" renvoyait à sa dimension verticale, à sa profondeur. A son avis, ces deux aspects correspondaient à une évaluation objective et subjective, respectivement, de la conformité à l'article V, surtout à l'alinéa ii) et à la question de savoir s'il offrait la possibilité d'une évaluation subjective. Il était possible de faire une évaluation objective du processus d'intégration économique et une évaluation subjective de la libéralisation du commerce entre les parties concernées. On pouvait soutenir que la libéralisation des échanges entre les parties à des accords commerciaux régionaux pouvait être appréciée d'un point de vue subjectif, sous l'angle de la mesure où d'autres Membres pouvaient en bénéficier. Pour lui, l'alinéa i) faisait référence au processus plus général d'intégration économique, à une dynamique renvoyant à l'état de l'AGCS à tel ou tel moment - par exemple à ce qu'il couvrait maintenant que les négociations sur les télécommunications de base étaient achevées. En d'autres termes, dans tout accord régional, la couverture sectorielle devait être supérieure à celle de l'AGCS.

25. Le représentant du Mexique a dit que la libéralisation dans le domaine des télécommunications de base était un cas exceptionnel. Les négociations avaient duré très longtemps et montré les difficultés inhérentes à une telle libéralisation. Il ne s'agissait pas seulement d'une libéralisation en termes de secteurs mais aussi en termes de déréglementation et de politique de la concurrence, notamment sur des marchés en situation de monopole. Ce n'était pas un simple cas de libéralisation sectorielle. Une fois que chaque Partie aurait pu évaluer la situation dans ce domaine, toutes les trois seraient plus à même de prendre une décision, mais ce n'était pas le moment de discuter de cela. La libéralisation avait commencé et les Membres de l'OMC en profitaient.

26. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il n'avait pris le domaine des télécommunications de base qu'à titre d'exemple. S'il était vrai que les négociations venaient juste de se conclure, il n'en était pas moins important de rappeler que les accords régionaux permettaient aux Membres d'aller plus loin qu'ils ne le pouvaient dans des accords multilatéraux. Il ne servait à rien de ne parler que des régimes spéciaux. Le Comité devait apprécier des éléments objectifs. Il était sans doute difficile d'obtenir des statistiques mais un moyen de mesure était nécessaire, et le fait de disposer d'un bon nombre de critères objectifs faciliterait l'analyse du reste de l'accord.

27. Le représentant du Mexique a dit que les Parties à l'ALENA étaient déjà allées sensiblement au-delà de l'AGCS, même au moment où celui-ci était entré en vigueur. L'ALENA permettait aux Parties d'être précises dans la négociation des dispositions visant les services et de contribuer encore plus aux négociations multilatérales.

C. Marchandises

28. Le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que les statistiques que le Comité utilisait étaient maintenant tout à fait dépassées. Au milieu de 1997, il lui serait demandé d'adopter un rapport fondé sur des statistiques vieilles de trois ans et demi. Il ne semblait pas déraisonnable de demander des statistiques plus à jour, notamment pour les grandes lignes des flux commerciaux et de la couverture. Il ne fallait pas oublier non plus certains domaines faisant problème, dont ceux des textiles et des automobiles, pour lesquels la délégation des Communautés souhaitait obtenir des renseignements plus à jour. La question des périodes de transition avait fait l'objet d'une mise au point concernant le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les réponses de l'ALENA aux questions posées dans le document WT/REG4/1/Add.1 sur les périodes de transition commençaient par l'expression "au niveau des produits". Cela ne semblait pas une lecture absolument correcte du paragraphe 3 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV qui disait que le "délai raisonnable" visé à l'article XXIV:5 c) ne devait dépasser les dix ans que dans des cas exceptionnels et qui exigeait une explication détaillée. De l'avis de l'intervenant, le "délai raisonnable"

portait sur le plan et le calendrier, non sur le produit. Les Parties à l'ALENA avaient-elles un avis sur ce sujet?

29. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation aimerait avoir une réponse à la question 19 du document WT/REG4/1/Add.1, portant sur l'exclusion du commerce des navires de mer. Elle aimerait aussi avoir une meilleure réponse à la question 58 portant sur les règles d'origine dans le secteur des textiles: elle n'était pas d'accord avec l'affirmation que les règles d'origine préférentielles n'avaient pas d'effet restrictif par rapport aux droits NPF. Elle aimerait aussi que les Parties répondent directement, sur le fond, aux questions 66 et 67 dans une réponse complémentaire. S'agissant des contingents tarifaires, elle avait par le passé exprimé ses préoccupations concernant le traitement des échanges préférentiels. Il convenait de maintenir les contingents tarifaires NPF mais sans y inclure les échanges préférentiels. D'une manière générale, le Mexique avait-il l'intention de comptabiliser ses importations au titre de l'ALENA avec celles des autres pays aux fins de ses contingents tarifaires NPF? La délégation australienne s'inquiétait de ce que dans les cas où des pays avaient dû offrir des droits d'accès minimum du fait du Cycle d'Uruguay, il y avait eu diminution de l'accès en termes réels du fait des importations préférentielles. Là où le Mexique avait décidé de ne pas ouvrir de contingents tarifaires pour les produits agricoles, comment garantissait-il l'accès aux fournisseurs ne faisant pas partie de l'ALENA? La question 123 portait sur le traitement préférentiel accordé par le Mexique aux Etats-Unis pour le lait en poudre. Etant donné que le taux de droit appliqué dans les limites du contingent était nul tant pour les Etats-Unis que pour les autres pays, l'Australie aimerait savoir si le Mexique avait réparti son contingent sur la base des courants d'échanges avec les Etats-Unis ou sur la base des préférences de l'ALENA. Avait-il utilisé une période particulière? Privilégiait-il la part du contingent tarifaire accordée aux Etats-Unis par rapport à la part NPF?

30. La représentante du Canada a redit que les Parties fourniraient des statistiques du commerce avant la fin de l'examen. Elle a également dit qu'une réponse à la question 19 avait été fournie sous forme d'addendum.

31. En référence à la question du représentant des Communautés sur les périodes de transition et certains produits, le représentant du Mexique a dit que la réponse écrite reposait sur une hypothèse. La phrase commençait par l'expression "même en admettant que" parce que la manière dont la question était formulée laissait des doutes sur son sens. Les Parties à l'ALENA avaient voulu prendre en compte divers cas de figure pour que la réponse soit aussi complète que possible et elles voulaient aussi y introduire une distinction. Elles n'avaient pas voulu donner l'impression que leur réponse ne s'appliquait pas à certains produits. Elles se rendaient compte que dans un autre contexte cela avait été interprété comme un plan et un programme de création d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière. La délégation mexicaine était d'accord avec ce que la représentante du Canada avait dit au nom des trois Parties sur la fourniture de nouvelles statistiques. Répondant aux commentaires de la délégation australienne, l'intervenant a dit que son gouvernement avait présenté au Comité de l'agriculture une notification qui allait mettre fin à certaines inquiétudes. Le Mexique incluait les importations provenant de ses partenaires de l'ALENA dans la répartition de ses contingents tarifaires, conformément aux dispositions de l'article XIII du GATT de 1994. Sa délégation ne voyait donc aucune contradiction pour ce qui était de ses obligations dans le cadre du GATT. Une question avait été posée concernant ce qui aurait pu arriver si le Mexique n'avait pas tarifé certains de ses produits agricoles - question rhétorique parce que toutes les restrictions quantitatives avaient été tarifées à la suite du Cycle d'Uruguay. Pour ce qui était du lait en poudre, on avait demandé à sa délégation si le Mexique avait choisi une période particulière comme base de tarification. Le Mexique avait utilisé la concession accordée lors de son accession au GATT en 1986. Il avait alors accordé un contingent de 120 000 tonnes à taux nul. Cela constituait la base de sa tarification et avait fait l'objet de négociations avec ses principaux fournisseurs pendant le Cycle d'Uruguay. Dans l'agriculture, sa délégation avait déjà envoyé une notification précisant la situation pour chaque produit.

32. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il semblait clair que les Parties à l'ALENA allaient fournir de nouvelles données mais qu'il allait falloir fonder les conclusions sur les anciennes statistiques pour ne pas avoir à revenir sur des points de fait.

33. Le représentant du Mexique a fourni quelques éclaircissements complémentaires en réponse aux questions de la délégation australienne. D'abord, le Mexique envisageait-il de compter ses importations au titre de l'ALENA avec celles des autres pays aux fins de ses contingents tarifaires NPF? La réponse était que, dans le cadre de ses obligations au titre de l'OMC, le Mexique avait établi des contingents tarifaires lorsqu'il avait tarifé. Dans certains cas, lorsqu'il avait déjà des échanges avec des partenaires de l'ALENA, sa délégation avait attribué une part correspondante à ces partenaires. Mais dans les listes de concessions du GATT de 1994, il n'avait fait aucune différence entre NPF et non-NPF. Il compterait ses importations en provenance du Canada et des Etats-Unis dans le cadre de ses contingents de la même manière qu'il compterait les importations en provenance de n'importe quel autre Membre de l'OMC. La question de savoir si les Parties bénéficiaient d'une préférence tarifaire était différente. Mais le Mexique comptait les importations de la même manière dans le cadre de l'ALENA et dans celui de l'OMC, comme le montraient les renseignements fournis. Il essayait d'éviter les doubles comptages étant donné qu'à certains moments, un partenaire de l'ALENA pouvait rencontrer des concessions ALENA en plus des concessions OMC.

34. Le représentant du Mexique a ensuite répondu à la question de savoir comment son pays garantissait l'accès des fournisseurs n'appartenant pas à l'ALENA s'il n'ouvrait pas de contingents tarifaires pour les produits agricoles. La question de l'accès des fournisseurs n'appartenant pas à l'ALENA ne se posait pas, car s'il n'y avait pas de contingent tarifaire, il n'y avait rien à répartir. La question était peut-être ambiguë parce qu'il n'existait qu'un seul cas de contingent pour un produit tarifé, comme l'indiquait la notification adressée au Comité de l'agriculture. Dans les autres cas, le Mexique, pour diverses raisons, ne se prévalait pas de son droit d'imposer des contingents tarifaires.

35. Le représentant du Mexique a ensuite répondu aux préoccupations exprimées à propos de la question 123. D'abord, le Mexique avait bien fondé le calcul du contingent préférentiel attribué aux Etats-Unis sur une période particulière - la période de référence était celle qui découlait implicitement de l'article XIII. Elle était implicite parce que, même si l'article XXVIII ne renvoyait pas expressément aux trois dernières années pour lesquelles des données étaient disponibles, sa délégation était d'avis qu'il pouvait y avoir une période de référence équivalente à celle employée dans l'article XIII. Les importations des trois années précédant l'ALENA n'avaient pas bénéficié de préférence. En d'autres termes, les Etats-Unis s'étaient trouvés dans la même situation que l'Australie ou tout autre pays. Le Mexique avait appliqué ce critère pour tous les produits tarifés, comme il était dit dans les réponses écrites. Dans l'autre partie de sa question, l'Australie demandait si la part du contingent tarifaire attribuée aux Etats-Unis avait priorité sur la part NPF. L'intervenant a rappelé que le Mexique avait un contingent tarifaire et ne faisait aucune distinction entre NPF et non-NPF; cela concernait les quantités et non les droits. Il n'y avait pas de priorité en ce qui concerne les droits appliqués par le Mexique du fait de la tarification. Il était en fait impossible d'accorder une priorité parce que, de tous les produits tarifés, seul le lait en poudre faisait l'objet d'un contingent tarifaire. Dans les autres cas, le Mexique avait choisi de ne pas appliquer de contingents tarifaires mais uniquement des droits. Tous ceux qui s'acquittaient du droit avaient accès au marché. Il ne pouvait donc pas y avoir de préférence en termes de priorité; il pouvait y avoir préférence en termes de niveau des droits, mais pas de priorité. Le contingent tarifaire pour le lait en poudre avait été fixé à 120 000 tonnes à droit nul. Cela valait que le produit vienne des Etats-Unis, du Canada ou de l'Australie. Il n'y avait aucune priorité pour ces 120 000 tonnes. Le Mexique garantissait un contingent de 80 000 tonnes aux pays Membres de l'OMC, 40 000 tonnes étant réservées aux Etats-Unis sur la base des importations des trois années précédant les négociations.

36. Le représentant de l'Australie a remercié le représentant du Mexique d'avoir corrigé son erreur; sa question était en fait la suivante: lorsque le Mexique décidait d'ouvrir des contingents tarifaires pour des produits agricoles, comment assurait-il l'accès des fournisseurs des pays tiers si l'accès des Parties était imputé sur le contingent total?

37. Le représentant du Mexique a répondu que sa délégation garantirait l'accès des fournisseurs des pays tiers en respectant ses obligations au titre de l'OMC et les conditions de sa liste.

D. Rapports des examens

38. Le Président a dit que des comptes rendus des deux premières réunions d'examen de l'ALENA avaient été distribués à titre d'échantillon, pour avoir l'avis des membres du Comité. Le travail avait été ardu et méticuleux. Les dernières observations seraient reprises dans le compte rendu de la réunion de la journée. Dans quelques semaines, le Comité disposerait de quatre documents constituant la partie descriptive du rapport sur l'ALENA. Il resterait alors la tâche difficile de formuler des conclusions. Le Président envisageait d'organiser des consultations et les conclusions seraient disponibles avant les vacances d'été.

39. Le représentant de la Corée a fait une observation sur la manière de conduire les consultations. Il lui semblait que les examens avaient surtout porté sur la recherche de renseignements; l'évaluation de la conformité viendrait après l'examen factuel final. Il se demandait s'il serait possible que les délégations réévaluent la conformité après les consultations.

40. Le Président a répondu que le processus porterait naturellement sur la conformité avec l'article XXIV du GATT et l'article V de l'AGCS, mais qu'il ne permettrait pas de nouvelles discussions débouchant sur des demandes de renseignements supplémentaires. Les représentants avaient disposé de tout le temps voulu pour poser des questions et quatre réunions avaient été consacrées à l'examen.

41. Le représentant du Japon a demandé si les délégations auraient l'occasion de consulter les autorités de leurs pays pour ce qui était des diverses interprétations des clauses de l'AGCS suggérées ce jour. Dans l'affirmative, de nouvelles questions de fait pourraient se poser. Il a suggéré que deux ou trois séries de consultations informelles pourraient être nécessaires, en fonction de l'ampleur des divergences de vues.

42. Le Président a dit qu'il hésitait à donner son accord à la première demande. Il avait indiqué à plusieurs reprises que toutes les délégations avaient eu l'occasion de poser des questions par écrit pendant toute la durée de l'examen. En tant que Président, il lui incombait de clore la discussion à un moment donné. L'examen de l'ALENA avait été constructif et l'effort louable. Le fait de consulter les autorités nationales donnerait un mauvais exemple: le Comité voulait faire avancer le processus et devait respecter certaines décisions. D'un autre côté, tout ce qui touchait aux conclusions finales était encore à étudier et restait donc ouvert. Il n'était pas possible de déterminer à l'avance le nombre de réunions qui seraient nécessaires mais le processus serait entièrement transparent. Toutes les délégations pourraient y participer. Le Président distribuerait un projet de texte au moment approprié.

43. Le représentant du Japon a dit qu'il avait posé la première question parce qu'il y avait une question d'interprétation concernant l'article V de l'AGCS. Les délégations devaient y réfléchir avant de statuer sur la conformité. L'interprétation du "et/ou" pouvait par exemple constituer un précédent très important pour les examens subséquents. Personnellement, il était plutôt d'accord avec l'interprétation du représentant des Communautés mais il devait en référer aux autorités de son pays. Sa délégation n'avait pas d'objection à la clôture des séances officielles, mais elle préférerait avoir l'occasion d'examiner les nouvelles questions.

44. Le Président a dit que de brefs commentaires sur ce problème particulier seraient inclus dans le compte rendu s'ils étaient soumis dans les quelques semaines qui venaient. Une autre possibilité était de poursuivre le débat lors de la prochaine réunion, puisqu'il s'agissait d'une question horizontale touchant tous les accords régionaux sur le commerce des services.
45. Le représentant des Etats-Unis a dit que la question d'interprétation allait au-delà de ce cas particulier. Les questions de la délégation japonaise ne portaient pas sur des points de fait mais plutôt sur l'interprétation; elles appartenaient plus à la phase de conclusions, là où le Comité aurait l'occasion de longues discussions.
46. Le représentant de la Norvège a demandé des détails sur le processus d'élaboration des conclusions du rapport. Le Président avait indiqué que la question du Japon concernant l'article V:1 était une question systémique. Sa délégation n'était pas certaine qu'une longue discussion des questions systémiques s'imposait dans la phase des conclusions et, à l'évidence, le débat qui venait de se terminer figurerait dans la partie descriptive du rapport. Sa délégation remerciait les Parties à l'ALENA de leur offre de nouvelles statistiques sur les flux commerciaux. Il espérait qu'elles seraient disponibles avant que le Comité n'entame ses consultations informelles.
47. Le Président a indiqué qu'il conduirait des consultations informelles.
48. Le Comité a pris note de toutes les observations.